



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, VENDREDI, 31 OCTOBRE 1902.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

3115

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du dix-huitième jour d'octobre 1902, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Chicoutimi, Messieurs Joseph Lavoie et Napoléon Côté, cultivateurs, de Saint-Bruno, comté du Lac Saint-Jean.

District de Beauharnois.—M. Vital Crépin, rentier, de Chateauguay.

District d'Arthabaska.—M. Pierre Dumas, cultivateur, de la paroisse de Saint-Norbert, comté d'Arthabaska. 3647

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du dix-huit octobre 1902, de nommer M. Gédéon Verrault, cultivateur de Saint-Joseph d'Alma, greffier de la cour du magistrat pour le comté du Lac Saint-Jean, à Saint-Joseph d'Alma. 3677

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du dix-huit octobre 1902, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Gaspé, M. Alfred Théodore Carter, agent et marchand de charbon, du Passinde Gaspé. 3679

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, FRIDAY, 31st OCTOBER, 1902.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number. 3116

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the eighteenth of October, 1902, to associate to the commission of the peace for the district of Chicoutimi, Messrs. Joseph Lavoie and Napoléon Côté, farmers, of Saint Bruno, county of Lake Saint John.

District of Beauharnois.—M. Vital Crépin, rentier, of Chateauguay.

District of Arthabaska.—M. Pierre Dumas, farmer, of the parish of Saint Norbert, county of Arthabaska. 3648

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the eighteenth day of October, 1902, to appoint Mr. Gédéon Verrault, farmer, of Saint Joseph d'Alma, clerk of the magistrate's court for the county of Lake Saint John, at Saint Joseph d'Alma. 3678

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council dated the eighteenth October, 1902, to associate to the commission of the peace for the district of Gaspé, Mr. Alfred Théodore Carter, agent and coal merchant, of Gaspé Bassin. 3680

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } ATTENDU qu'en
Proc.-Général. } vertu des dispositions de l'article 2462 des statuts refondus de la province de Québec, il est décrété que le lieutenant-gouverneur, peut en tout temps, ordonner, par proclamation, la tenue dans tout district, d'un terme extraordinaire de la cour du Banc du Roi, en matières criminelles, dont le premier jour est indiqué dans la proclamation qui doit être émise trente jours au moins avant le commencement de ce terme ;

ATTENDU qu'il convient, pour la bonne administration de la justice, qu'un terme extraordinaire de la cour du Banc du Roi, en matières criminelles, soit tenu le neuvième jour de décembre prochain (1902), dans le district de Montmagny.

A CES CAUSES, par et de l'avis du Conseil Exécutif de Notre province de Québec, Nous avons réglé et ordonné, et par les présentes, réglons et ordonnons la tenue d'un terme extraordinaire de la cour du Banc du Roi, en matières criminelles, dans le district de Montmagny, dont le premier jour sera le neuf décembre prochain, 1902.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-HUITIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaires de la province.

3669

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le NEUVIÈME jour d'OCTOBRE dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et à chacun de vous—SALUT.

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.

L. A. JETTÉ.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

HORACE ARCHAMBEAULT, } WHEREAS in virtue
Atty. General. } of the dispositions of article 2462 of the revised statutes of the province of Québec, it is enacted that the lieutenant-governor may, at any time, by proclamation, direct an extraordinary term of the Court of King's Bench, on the Crown side, to be held in and for any district, and to commence on the day to be named for that purpose in such proclamation, which shall be issued at least thirty days before the beginning of such term ;

WHEREAS it is advisable, for the good administration of justice, that an extraordinary term of the Court of King's Bench, Crown side, be held on the ninth day of December next, (1902), in the district of Montmagny.

NOW KNOW YE, that by and with the advice and consent of the Executive Council of Our province of Québec, We have ruled and ordered, and do hereby rule and order the holding of an extraordinary term of the Court of King's Bench, Crown side, in the district of Montmagny, whereof the first day shall be the ninth of December next, 1902.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this TWENTY EIGHTH day of OCTOBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and two, and in the second year of Our Reign.

By command,

AMD. ROBITAILLE,
Provincial secretary.

3670

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Québec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Québec, on the NINTH day of the month of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and two, to each of you—GREETING.

PROCLAMATION.

ATTE^NDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le NEUVIEME jour du mois d'OCTOBRE, mil neuf cent deux, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACH^EZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le DIX-HUITIEME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MAN OBR.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce VINGT-NEUVIEME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent deux, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

2779

Avis du Gouvernement

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 27 octobre 1902.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Attendu qu'il arrive très souvent que des personnes ou clubs locataires de territoires de chasse, en vertu de baux accordés par le département des terres, mines et pêcheries demandent à transférer leurs droits en vertu de ces baux à d'autres personnes ou d'autres clubs et à faire accepter ces transferts par le département.

Il est ordonné qu'un honoraire de dix piastres (\$10 00), soit exigé chaque fois que tels transferts seront acceptés par ce département.

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

3673

Québec, 18 octobre, 1902.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par George N. Fauteux, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant en la paroisse de Saint-Eustache, dans le comté des Deux Montagnes, par laquelle il demande la transmission en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Zéphirin Nepveu, en son vivant notaire public, de Saint Eustache, comté des Deux Montagnes, en vertu des dispositions du code du notariat.

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire provincial.

3553.2

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the NINTH day of the month of OCTOBER, one thousand nine hundred and two, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the EIGHTEENTH day of the month of NOVEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HERRIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this TWENTY NINTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred, and two, and in the second year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

2780

Government Notices

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Québec, 27th October, 1902.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Where it very frequently happens that persons or clubs lessees of hunting grounds under leases from the Department of Lands, Mines and Fisheries, apply to transfer their rights, under such leases, to other persons or clubs and to have these transfers accepted by the Department.

It is ordered that a fee of ten dollars (\$10.00) be exacted every time that such transfers are accepted by that Department.

GUSTAVE GRENIER,
Clerk Executive Council.

3674

Québec, 18th October, 1902.

Public notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor, by George N. Fauteux, esquire, notary public, residing and practising in the parish of Saint Eustache, county of Two Mountains, by which he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Zéphirin Nepveu, in his lifetime notary public, of Saint Eustache, county of Two Mountains, in virtue of the provisions of the notarial code.

AMD. ROBITAILLE,
Provincial secretary.

3554

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; l'incorporation d'une cité, ville, village ou autres municipalités, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cantons, le changement de site d'aucun chef lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, rgle ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition, devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

55.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent cinquante francs immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui ne demandent la passation de ce bill doivent déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All applications for private bills, proper within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works, the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of an particular profession or trade, or of any joint stock company, the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in both english and french language, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

55.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or giving any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and moreover, no such bill shall be submitted to the

iers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payé au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des Chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

3113

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés.

51. Toute demande de bill privé dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié,

committee on standing orders and private bill for the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

3114

O. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of

afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres Permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de villes ou de compagnies à fonds social ou de compagnie de chemins de fer ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires à l'Acte des causes générales des corporations de villes ou à l'Acte des clauses générales des compagnies à fonds social, ou à l'Acte général des chemins de fer de Québec, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements. (B. 615, 639, 657.)

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou deman-

the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporation of Towns or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from "The Town Corporations General Clauses Act", or from "The Joint Stock Companies General Clauses Act", or from "The Quebec Consolidated Railway Act, 1880", as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition, for the introduction of such new provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and printed at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of an

tant quelqu'amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres. s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

2777

Greffier de l'Assemblée Législative.

Demandes à la Législature

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de confirmer les lettres patentes incorporant "The Montreal Stock Yards Company", augmenter le fonds social de la dite compagnie, étendre ses pouvoirs en rapport avec icelle; posséder des immeubles et bâtisses pour banques, hôtels, abattoirs, réfrigérateurs et pour autres fins, faire le commerce d'animaux vivants, volailles et céréales, l'opération des abattoirs et balances publiques, la collection des taxes de marché, l'émission de bons, et pour autres fins en rapport à l'opération et le maintien d'un abattoir et parc aux animaux en général.

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 22 octobre 1902.

3631.2

The Sherbrooke Gas & Water Co. s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de changer le nom de la compagnie pour celui de The Sherbrooke Power, Light & Heat Co., et pour amender sa charte en obtenant l'autorisation d'augmenter le nombre des directeurs, et de donner aux directeurs le pouvoir d'émettre des débetures au montant de pas plus de la moitié du capital total de la compagnie.

CATE, WELLS & WHITE,

Solliciteurs des requérants.

Sherbrooke, 6 octobre 1902.

3441.4

existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

2778

Clerk of the Legislative Assembly.

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that application will be made at the next session of the legislature of the province of Quebec, for an act to confirm the letters patent incorporating The Montreal Stock Yards Company, to increase the capital stock of the said company, and to extend its powers in relation to; the owning of real estate and buildings for banking, hotel, abattoir, cold storage and other purposes, the dealing in live stock, poultry and cereals, the operation of abattoirs and public scales, the collection of market fees, the issuing of bonds, and for other purposes incidental to the operating and maintaining of an abattoir and stock yards generally

HALL, CROSS, BROWN & SHARP,

Solicitors for applicants.

Montreal, 22nd October, 1902.

3632

The Sherbrooke Gas & Water Co. will apply to the legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to change the name of the company to the The Sherbrooke Power, Light & Heat Co., and to amend its charter by obtaining authority to increase the number of directors, and to give the directors power to issue debentures to an amount not exceeding one-half the total capital of the company.

CATE, WELLS & WHITE,

Solicitors for the applicants.

Sherbrooke, 6th October, 1902.

3442

AVIS.

Messieurs Georges Derouzier, en religion frère Alexis de Barbezieux, vicaire provincial, Juste Guillot, en religion frère Albert de Pisani, et Clément Vigneau, en religion frère Vital de Lonbersan, tous de Limoilou, demanderont à la législature de Québec, durant sa prochaine session, à être constitués en corporation civile sous le nom de "Les Frères Mineurs Capucins de Québec," avec pouvoir d'établir dans cette province des juniorats, des noviciats et des scolasticats, de prendre charge de missions et de paroisses, d'acquiescer à ces fins des biens meubles et immeubles et d'exercer le ministère ecclésiastique en général.

H. A. TURCOTTE,
3487.4 Procureur et agent des requérants.

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure*
No 113.

Dame Aurélie Benoit, de la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours, district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Hector Lamarin, entrepreneur-maçon, du même lieu, a pris, ce jour, devant cette cour, une action en séparation de biens contre son dit mari.

LUSSIER & GENDRON,
Avocats de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 25 octobre 1902. 3663

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2019.

Marie Louise Amyot, de la cité de Saint-Henri, district de Montréal, épouse commune en biens de Charles Lebrun, épiciier, dûment autorisée à ester en justice,

vs.

Charles Lebrun, épiciier, de la cité de Saint-Henri, district de Montréal, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse, ce jour.

P. R. GOYET,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 23 octobre 1902. 3667

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1237.

Dame Clara Moraglia, dûment autorisée, de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre René Ravaux, artiste, du même lieu.

FONTAINE & LABELLE,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 22 octobre 1902. 3607-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1909.

Dame Evelina alias Velina Riopel a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son époux, Henri Demers, des cité et district de Montréal, entrepreneur.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 9 octobre 1902. 3523-3

Dame Alexina Gosselin, dûment autorisée, a pris, ce jour, devant la cour supérieure, district de Kamouraska, une action en séparation de biens contre son mari, Ernest Dickner, de la paroisse de Saint-Hubert, manufacturier.

RIOU & POTVIN,
Avocats de la demanderesse.
Fraserville, 12 septembre 1902. 3475-4

NOTICE

Messrs. Georges Derouzier, in religion frère Alexis de Barbezieux, provincial vicar, Juste Guillot, in religion frère Albert de Pisani, and Clement Vigneau, in religion frère Vital de Lonbersan, all of Limoilou, will apply to the Quebec legislature, at its next session, to be incorporated civilly by the name of "Les Frères Mineurs Capucins de Québec", with power to establish in this province, establishments for youths, houses for novices and scholastic institutions, to take charge of missions and of parishes, to acquire real and personal property for these purposes and to exercise generally the ecclesiastical ministry.

H. A. TURCOTTE,
3488 Attorney and agent for petitioners.

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court,*
No. 113.

Dame Aurélie Benoit, of the parish of Notre-Dame de Bonsecours, district of Saint Hyacinth, wife common as to property of Hector Lamarin, mason and contractor, of the same place, has, this day, before this court, taken an action in separation as to property against her said husband.

LUSSIER & GENDRON,
Attorneys for plaintiff.
Saint Hyacinth, 25th October, 1902. 3664

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 2019.

Marie Louise Amyot, of the city of Saint Henry, district of Montreal, wife common as to property of Charles Lebrun, grocer, duly authorized,

vs.

Charles Lebrun, grocer, of the city of Saint Henry, district of Montreal, Defendant.
An action for separation of property has been instituted by the plaintiff, this day.

P. R. GOYET,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 23rd October, 1902. 3668

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1237.

Dame Clara Moraglia duly authorized, of Montreal, has, this day, instituted an action in separation as to property against René Ravaux, artist, of the same place.

FONTAINE & LABELLE,
Attorneys for plaintiff
Montreal, 22nd October, 1902. 3608

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1909.

Dame Evelina alias Velina Riopel has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband, Henri Demers, of the city and district of Montreal, contractor.

BEAUCHAMP & BRUCHESI,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 9th October, 1902. 3524

Dame Alexina Gosselin, duly authorized, has, this day, taken out an action before the superior court, district of Kamouraska, for separation of property against her husband, Ernest Dickner, of the parish of Saint Hubert, manufacturer.

RIOU & POTVIN,
Attorneys for plaintiff.
Fraserville, 12th September, 1902. 3476

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dame Lizzie Joseph, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Jacob Greenspoon, du même lieu, commerçant, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;
 vs
 Le dit Jacob Greenspoon, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.
 JACOBS, PATTERSON & GARNEAU,
 Procureurs de la demanderesse.
 Montréal, 13 octobre 1902. 3563-2

[Province de Québec, }
 District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
 Avis est par le présent donné que Dame Elise Boulgerice, de la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, épouse commune en biens de Modeste Gatien, journalier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a institué, ce jour, une action en séparation de biens contre son dit mari, devant la dite cour.
 CHARLES BELANGER,
 Avocat de la demanderesse.
 Saint Jean, 8 octobre 1902. 3467-4

Province de Québec, }
 District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
 No. 109.
 Dame Alvina Auger, des cité et district de Saint-Hyacinthe, a, ce jour, institué une action en séparation de biens à son époux, Trefflé Lemoine, commerçant et fromager, de la dite cité.
 BLANCHET & CHICOINE,
 Avocats de la demanderesse.
 Saint-Hyacinthe, 6 octobre 1902. 3465-4

Province de Québec, }
 District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
 No. 65.
 Sarah Elizabeth Donaldson, épouse de James McKenzie, du canton Montcalm, district de Terrebonne, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son époux.
 PREVOST & RINFRET,
 Procureurs de la demanderesse.
 Sainte-Scholastique, 27 septembre 1902 3393.5

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure*
 No. 280.
 Dame Rose de Lima Pigeon, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, aux fins des présentes, épouse de Michel Dupré, peintre, autrefois du même lieu, maintenant absent de cette province et de lieux inconnus, Demanderesse ;
 vs
 Le dit Michel Dupré, Défendeur.
 Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le 26 septembre 1902.
 BEAUBIEN & LAMARCHE,
 Procureurs de la demanderesse
 Montréal, 7 octobre 1902. 3471-4

Province de Québec, }
 District électoral de L'Islet. }
 Etat des dépenses d'élection du candidat, Jos. Ed. Caron, pour l'élection tenue le 26 septembre 1902.
 Frais de voyage..... \$ 3 00
 Copies de listes électorales..... 4 25
 Télégrammes..... 4 85
 \$12 10
 (Signé) JOS. ED. CARON.
 Vraie copie,
 A. GUSTAVE VERREAULT,
 Officier-rapporteur. 3671

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 Dame Lizzie Joseph, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Jacob Greenspoon, of the same place, trader, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;
 vs
 The said Jacob Greenspoon, Defendant.
 An action in separation of property has, this day, been instituted against the defendant.
 JACOBS, PATTERSON & GARNEAU,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 13th October, 1902. 3564

Province of Quebec, }
 District of Iberville. } *Superior Court.*
 Notice is hereby given that Dame Elise Boulgerice, of the town of Saint Johns, in the district of Iberville, wife common as to property of Modeste Gatien, journey-man, of the same place, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, before the said court.
 CHARLES BELANGER,
 Attorney for plaintiff.
 Saint Johns, 8th October, 1902. 3468

Province of Quebec, }
 District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
 No. 109.
 Dame Alvina Auger, of the city and district of Saint Hyacinth, has, this day, instituted an action for separation of property from her husband, Trefflé Lemoine, trader and cheesemaker, of the said city.
 BLANCHET & CHICOINE,
 Attorneys for plaintiff.
 Saint Hyacinth, 6th October, 1902. 3466

Province of Quebec }
 District of Terrebonne. } *Superior Court.*
 No. 65.
 Sarah Elizabeth Donaldson, wife of James McKenzie, of the township of Montcalm, district of Terrebonne, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband.
 PREVOST & RINFRET,
 Attorneys for plaintiff.
 Sainte Scholastique, 27th September, 1902. 3394

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 280.
 Dame Rose de Lima Pigeon, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice, for the purposes hereof, wife of Michel Dupré, painter, heretofore of the same place, and now absent from this province and of parts unknown, Plaintiff ;
 vs
 The said Michel Dupré, Defendant.
 An action in separation from bed and board has been instituted in this cause, on the 26th September, 1902.
 BEAUBIEN & LAMARCHE,
 Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 7th October, 1902. 3472

Province of Québec. }
 Electoral district of L'Islet. }
 Statement of the election expenses of the candidate, Jos. Ed. Caron, for the election on the 26th of September, 1902.
 Travelling expenses..... \$3 00
 Copies of election lists..... 4 25
 Telegrams..... 4 85
 \$12 10
 (Signed) JOS. ED. CARON.
 True copy,
 A. GUSTAVE VERREAULT,
 Returning officer. 3672

Avis est par le présent donné que Charles Pink, cultivateur, du township de Hull, district d'Ottawa, présentera, le vingt-huit novembre prochain, à dix heures de l'avant-midi ou aussitôt après qu'il pourra être entendu, à la cour supérieure ou à un juge de cette cour siégeant dans et pour le district d'Ottawa, au palais de justice, en la cité de Hull, une requête aux fins d'obtenir une ordonnance enjoignant au registraire de la division d'enregistrement de Wright d'enregistrer :

1° Une vente à lui par John James Pink, son frère, devant N. Tétreau, notaire, le ou vers le 25 octobre 1882, de la moitié indivise du lot numéro douze A, du quatrième rang du dit township de Hull, enregistré le lendemain dans le bureau d'enregistrement du comté d'Ottawa.

2° Un certificat de quittance par le dit John James Pink, de la balance du prix de vente de la dite propriété passé dans l'Etat du Wisconsin, un des états-unis d'Amérique, devant témoins, le ou vers le quinze de juillet 1888, enregistré dans le même bureau, le ou vers le 18 janvier 1896 et faisant remonter ces enregistrements au seize octobre 1888 et 18 janvier 1896, respectivement.

N. TETREAU, N. P.

Hull, 25 octobre 1902. 3649

AVIS PUBLIC.

PROVINCE DE QUÉBEC.

Conseil de comté du comté de Chicoutimi.

Avis public est les présentes donné par Henry A. Boily, secrétaire-trésorier, que les lots Nos 1a, 1b, 1c, 1d, 2a, 2b, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 du premier rang, et les lots Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7a, 7b, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14, du deuxième rang, et tous les rangs trois, ouest, est, A, B, C, et neuf, ont été détachés de la municipalité du canton Bourget, et sont érigés en municipalité rurale, sous le nom de municipalité de Sainte-Ambroise.

HENRY A. BOILY,

Secrétaire-trésorier du conseil
de comté de Chicoutimi.

Donné à Chicoutimi, ce vingtième jour du mois d'octobre mil neuf cent deux.

3621-2

Avis est par le présent donné que, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, pour obtenir des lettres patentes sous le grand Sceau de la province, incorporant Harris Vineberg, manufacturier; Dame Lily Goldberg, épouse séparée de biens du dit Harris Vineberg; Libbie Vineberg, Eva Vineberg et Malca Vineberg, filles majeures, tous résidants dans la cité de Montréal; Alan Judah Hart, commis, Claude Benjamin Hart, agent d'assurance, et Lewis Alexander Hart, notaire, tous trois résidants dans la ville de Saint-Lambert, dans le district de Montréal, sous le nom de "The Hart Manufacturing Company, Limited," avec un fonds social de dix mille piastres, divisé en cent actions de cent piastres chacune, dans le but de manufacturer, acheter et vendre des habillements de toute sorte et d'acheter et vendre toute sorte de lainage, cotonnade, soirie et autres marchandises.

La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la cité de Montréal.

Les dits Harris Vineberg, Alan Judah Hart et Lewis Alexander Hart, sont résidants en Canada et sujets de Sa Majesté, et seront les premiers directeurs de la compagnie.

L. A. HART,

Notaire des requérants.

Montréal, 22 octobre 1902. 3639

Notice is hereby given that Charles Pink, of the township of Hull, district of Ottawa, farmer, will, on the twenty eighth November next, at ten o'clock in the forenoon or so soon thereafter as he can be heard, present to the superior court or to one of the judges of the said court sitting in and for the district of Ottawa, at the court house, in the city of Hull, a petition to obtain an order to the registrar of the registration division of the county of Wright, to register :

1. A deed of sale to him by John James Pink, his brother, before N. Tétreau, notary, on or near the fifteenth day of October, 1882, of the undivided half of lot number twelve A, in the fourth range of the township of Hull, registered on the next day in the registry office for the county of Ottawa.

2. A certificate of discharge signed by the said John James Pink, of the balance of the purchase money of said property passed in the state of Wisconsin, one of the united states of America, in the presence of witnesses and duly authenticated on or about the fifteenth of July, 1888, registered in the said registry office on or about the eighteenth January, 1896, and dating back said registration on the sixteenth of October, 1888, and eighteenth January, 1896, respectively.

N. TETREAU, N. P.

Hull, 25th October, 1902. 3650

PUBLIC NOTICE.

PROVINCE OF QUEBEC.

County council of the county of Chicoutimi.

Public notice is hereby given by Henry A. Boily, secretary treasurer, that the lots Nos 1a, 1b, 1c, 1d, 2a, 2b, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 and 14 of the first range, and the lots Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7a, 7b, 8, 9, 10, 11, 12, 13 and 14, of the second range, and all the ranges three, west, east, A, B, C and nine, have been detached from the municipality of the township Bourget, and are erected into a rural municipality, under the name of municipality of Saint Ambroise.

HENRY A. BOILY,

Secretary treasurer of the county
council of Chicoutimi.

Given at Chicoutimi, this twentieth day of the month of October, one thousand nine hundred and two.

3622

Notice is hereby given that, under the joint stock companies incorporation act, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor, for the issue of letters patent under the great Seal of the province, incorporating Harris Vineberg, manufacturer; Dame Lily Goldberg, wife separated as to property of the said Harris Vineberg; Libbie Vineberg, Eva Vineberg and Malca Vineberg, spinsters, all residing in the city of Montreal; Alan Judah Hart, clerk, Claude Benjamin Hart, insurance agent, and Lewis Alexander Hart, notary, all three residing at the town of Saint Lambert, in the district of Montreal, by the name of "The Hart Manufacturing Company, Limited," with a total capital stock of ten thousand dollars, divided into one hundred shares of one hundred dollars each, for the purpose of manufacturing, buying and selling garments of all kinds, and of buying and selling all kinds of woollen, cotton, silk and other staple goods.

The chief place of business of the company will be at the city of Montreal.

The said Harris Vineberg, Alan Judah Hart and Lewis Alexander Hart, all of whom are residents in Canada, and subjects of His Majesty, will be the first directors of the company.

L. A. HART,

Notary for applicants.

Montreal, 22nd October, 1902. 3630

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.

Avis est donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation, par lettres patentes, sous le grand Sceau.

1° Le nom corporatif de la compagnie proposée sera : " La Compagnie Electrique de Lorette ".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : de développer, établir, acquérir, ériger, construire, étendre, entretenir, maintenir, exploiter, louer et transmettre des pouvoirs électriques, hydrauliques et autres, dans le but de fournir l'éclairage électrique et autre, la force motrice, la calorique, et de faire toutes choses relatives aux objets de la compagnie.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera à Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, en le comté de Québec.

4° Le fonds social sera de \$50,000.00 (cinquante mille piastres), divisé en cinq cents actions de cent piastres chacune.

5° Les requérants sont : Raoul Shehyn, commis ; George A. Cloutier, commerçant ; François Martel, meunier ; Joseph Martel, meunier, tous de la dite paroisse de Saint-Ambroise, et Réal Shehyn, de la ville de Trois-Rivières, employé civil.

Les requérants sont tous sujets de Sa Majesté, et résidant en Canada, et MM. Raoul Shehyn, George A. Cloutier et François Martel seront les premiers directeurs de la compagnie.

CYRILLE F. DELAGE,
Procureur des requérants.

Québec, 24 octobre 1902.

3675

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir des lettres patentes d'incorporation, incorporant une compagnie dans les buts ci-après mentionnés, savoir :

1° Le nom collectif de la compagnie sera " The Bellevue Land Company ".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont, d'acquérir des biens meubles et immeubles et propriétés immobilières dans la cité de Montréal et ailleurs, dans la province de Québec, et ériger et terminer des bâtisses sur icelles, les louer et les administrer, et les vendre ou en disposer autrement pour le bénéfice de la compagnie.

3° La place dans les limites de la province de Québec, choisie pour le principal bureau et la place d'affaires en général de la compagnie proposée sera à Montréal, dans le district de Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social sera de \$99,000.00.

5° Le nombre d'actions sera de 990, de \$100.00 chacune.

6° Les noms au long et résidence des requérants sont : Archibald W. Stevenson, de la cité de Montréal, comptable ; Archibald Woods, du même lieu, comptable ; William Busby Lambe, du même lieu, avocat ; Ernest Bolton, du même lieu, agent financier, et Homer Taylor, du même lieu, marchand.

7° Les requérants sont tous sujets anglais et résidant en Canada, et seront les premiers directeurs de la compagnie.

MORRIS, HOLT & GAUDET,
Solliciteurs des requérants.

Montréal, 20 octobre 1902.

3575.2

Avis est donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes sous le grand Sceau :

1° Le nom corporatif de la compagnie proposée sera : " The Montreal Chemical Product Company ".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont : d'exploiter, miner, fondre, réduire, travailler, manufacturer et vendre toutes sortes de roduits chimiques, goudron, charbon de bois, substances métalliques et minérales, leurs composi-

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.

Notice is given that application will be made to the Lieutenant Governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation, by letters patent, under the great Seal :

1. The proposed name of the company will be : " La Compagnie Electrique de Lorette ".

2. The objects for which its incorporation is sought are : to develop, establish, acquire, erect, build, extend, keep, maintain, work, lease and transmit electric, hydraulic and other powers, for the purpose of furnishing electric and other light, motive power, heat, and to do everything connected with the purposes of the company.

3. The company's chief place of business will be at Saint Ambroise de la Jeune Lorette, in the county of Quebec.

4. The capital stock will be \$50,000.00 (fifty thousand dollars), divided into five hundred shares of one hundred dollars each.

5. The petitioners are : Raoul Shehyn, clerk ; George A. Cloutier, trader ; François Martel, miller ; Joseph Martel, miller, all of the said parish of Saint Ambroise, and Real Shehyn, of the town of Three Rivers, civil service employes.

The petitioners are all subjects of His Majesty and reside in Canada, and Messrs. Raoul Shehyn, George A. Cloutier and François Martel will be the first directors of the company.

CYRILLE F. DELAGE,
Attorney for petitioners.

Quebec, 24th October, 1902.

3676

Public notice is hereby given that application will be made to His Honor, the Lieutenant Governor of the province of Quebec for letters patent of incorporation to incorporate a company for the purposes hereinafter set forth, namely :

1. The corporate name of the company will be " The Bellevue Land Company ".

2. The objects for which incorporation is sought are : to acquire real and personal estate and immoveable property in the city of Montreal, and elsewhere in the province of Quebec, and to erect and finish buildings thereon, and to rent and administer the same and to sell the same and otherwise deal with the same for the benefit of the company.

3. The place within the limits of the province of Quebec, selected as the head office and general place of business of the proposed company is Montreal, in the district of Montreal.

4. The proposed amount of capital stock is \$99,000.00.

5. The number of shares to be 990 of \$100 each.

6. The names in full and addresses of each of the applicants are : Archibald W. Stevenson, of the city of Montreal, accountant, Archibald Woods, of the same place, accountant ; William Busby Lambe, of the same place, advocate ; Ernest Bolton, of the same place, financial agent, and Homer Taylor, of the same place, merchant.

7. The petitioners who are all British subjects and all residing in Canada, will be the first directors of the Company.

MORRIS HOLT & GAUDET,
Solicitors for applicants.

Montreal, 29th October, 1902.

3576

Notice is given that application will be made to the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent, under the great Seal :

1. The proposed name of the company will be : " The Montreal Chemical Product Company ".

2. The purposes for which incorporation is sought are : to work, mine, melt, reduce, manufacture and sell all sorts of chemical products, tar, charcoal, metallic and mineral substances, their compositions and products, and to trade therein, to acquire, buy,

tions et produits, et en faire le commerce, acquérir, acheter, louer, posséder sous tout titre légal, toutes terres, droits de mines, limites à bois, meubles et immeubles et droits, pouvoirs d'eau et privilèges dans les pouvoirs d'eau, bâtisses, améliorations, matériaux, machines, droits de patentes, royautés, et faire toutes choses relatives aux objets de la compagnie.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera dans les cité et district de Montréal.

4° Le fonds social sera de cent mille dollars, divisé en mille actions de cent piastres chacune.

5° Les requérants sont: Adolphe Brosseau, manufacturier; Guillaume Boivin, négociant; Jean Porcheron, commerçant; Ephrem Brosseau, gentilhomme, tous quatre de la cité et du district de Montréal, et Cuthbert Alphonse Chênevert, avocat, de la ville de Berthier, district de Joliette.

6° Les requérants, tous sujets de Sa Majesté, et résidant en Canada, seront les premiers directeurs de la compagnie.

C. A. CHENEVERT,
Procureur des requérants.

Montréal, 7 octobre 1902.

3547-3

lease, hold, under any legal title whatever, all lands, mining rights, timber limits, movables and real estate and rights, water powers and privileges in water powers, buildings, improvements, materials, machines, patent rights, royalties, and to do anything connected with the objects of the company.

3. The principal business place of the said company will be in the city and district of Montreal.

4. The stock will be one hundred thousand dollars, divided into one thousand shares of one hundred dollars each.

5. The petitioners are: Adolphe Brosseau, manufacturer; Guillaume Boivin, trader; Jean Porcheron, trader; Ephrem Brosseau, gentleman, all four of the city and district of Montreal, and Cuthbert Alphonse Chênevert, advocate, of the town of Berthier, district of Joliette.

6. The petitioners, all subjects of His Majesty, and residing in Canada, will be the first directors of the company.

C. A. CHENEVERT,
Attorney for petitioners.

Montreal, 7th October, 1902.

3548

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
In re A. Fontaine, Saint-Alexis de Montcalm, P. Q.,
Insolvable.

Avis vous est donné que, le 23e jour d'octobre 1902, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints à la succession du sus-nommé, qui a fait une cession judiciaire de tous ses biens et effets pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques.
Montréal, 31 octobre 1902.

3653

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Joseph Picard, épicier, des cité et district de Montréal, *Insolvable.*

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 22 octobre 1902, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens de cette succession. Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant nous dans les trente jours de cette date.

RABY & MOTARD,
Curateurs conjoints.

Bureau: 71a, rue Saint-Jacques.
Montréal, 24 octobre 1902.

3637

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 81.

Dans l'affaire de Salim Shamy, marchand, Montréal, *Failli.*

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé, et sera sujet à objection jusqu'à mardi, le 18e jour de novembre 1902, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des soussignés.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Curateurs conjoints.

205, rue Saint-Jacques.
Montréal, 31 octobre 1902.

3659

Bankrupt Notices

Province of Québec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
In re A. Fontaine, Saint-Alexis de Montcalm, P. Q.,
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 23rd day of October, 1902, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97, Saint James street.
Montreal, 31st October, 1902.

3654

Province of Québec, }
District of Montréal. } *Superior Court.*

In the matter of Joseph Picard, grocer, of the city and district of Montréal, *Insolvent.*

Notice is hereby given that in virtue of an order from the court, dated 22nd of October, 1902, we have been appointed joint curators for this estate. All persons having claims against this estate are requested to file their claims with us within thirty days from this date.

RABY & MOTARD,
Joint curators.

Office: 71a, Saint James street.
Montreal, 24th October, 1902.

3638

Province of Québec, }
District of Montréal. } *Superior Court.*
No. 81.

In the matter of Salim Shamy, merchant, Montréal, *Insolvent.*

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared, and will be open to objection until Tuesday, the 18th day of November, 1902, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Joint curators.

205, Saint James street.
Montreal, 31st October, 1902.

3660

En vertu de l'acte des Liquidations

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 72.

In re La Banque Ville Marie,

En liquidation.

Avis est donné, en conformité d'une ordonnance de l'honorable juge Mathieu, datée 24 octobre 1902, qu'un troisième dividende de cinq par cent sur les dettes chirographaires de la dite Banque Ville Marie, sera payable le premier décembre prochain (1902), entre dix heures du matin et une heure de l'après-midi, au bureau de la dite Banque, au No 97, de la rue Saint-Jacques, à Montréal, aux conditions suivantes :

(a) La liste des créanciers de la dite Banque Ville Marie, devant participer au dit dividende, sera déposée au bureau de la dite Banque, à partir du 15 novembre 1902.

(b) Les créanciers, pour retirer leur dividende, devront produire leurs livrets de dépôt ou toutes autres pièces justificatives sur lesquelles leur réclamation est basée.

A. L. KENT,
 U. GARAND,
 J. O. DUPUIS,
 Liquidateurs.

CHARBONNEAU & PELLETIER,
 Avocats,
 Edifice "Royal Insurance,"
 Place d'Armes,
 Tél. Main 2563, Montréal.
 Montréal, 25 octobre 1902.

3651

Under the Winding-up Act

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 72.

In re La Banque Ville Marie,

In liquidation.

Notice is given, in compliance with an order of the Honorable Judge Mathieu, dated the 24th of October, 1902, that a third dividend of five per cent on the chirography debts of the said Banque Ville Marie, will be payable on the first of December next (1902), between ten of the clock in the forenoon and one of the clock in the afternoon, at the office of the said bank, at No. 97, Saint James street, at Montreal, on the following conditions :

(a) The list of creditors of the said Banque Ville Marie, who are to share in the said dividend, will be deposited in the said Bank, from and after the 15th November, 1902.

(b) The creditors, to withdraw their dividends, must produce their deposit pass book or any other vouchers on which their claim is based.

A. L. KENT,
 U. GARAND,
 J. O. DUPUIS,
 Liquidators.

CHARBONNEAU & PELLETIER,
 Advocates.
 Royal Insurance building,
 Place d'Armes,
 Telephone 2563, Montreal.
 Montreal, 25th October, 1902.

3652

Ventes par le Sherif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel quementionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Québec.

Arthabaska, à savoir : } DAME CAROLINE
 No 65. } DFERGUSON, veuve de
 feu Peter Sinclair, Demanderesse; contre ROBERT
 MITCHELL ET AL., Défendeurs.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans la présente cause, qui devait avoir lieu à trois heures de l'après-midi, le quatorzième jour d'octobre courant (1902), au bureau d'enregistrement du comté de Mégantic, à Inverness, aura lieu à la MEME HEURE et au même endroit, le DIX-SEPTIÈME jour de NOVEMBRE prochain.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Arthabaska, 29 octobre 1902. 3687
 [Première publication, 31 octobre 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } ALFRED E. ARM-
 No 88. } STRONG, Deman-
 deur; contre GEORGE LAGUEUX, Défendeur.

Un emplacement faisant partie du lot numéro trois cent vingt-deux quarante-sept (322-47), du cadastre du sixième rang du canton d'Irlande, étant connu au plan fait par J. O. A. Legendre, arpenteur, sous le numéro 322-35, contenant cinquante pieds de front sur cent pieds de profondeur, plus ou moins, situé dans le village de Black Lake, sur la rue du Moulin; borné en front à la dite rue du Moulin, en arrière aux terrains de MM. King et Frères, d'un côté à Octave Larochelle, et de l'autre côté à George Carrier—avec une maison et boutique de boulanger y érigées. Sujet au paiement

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Quebec.

Arthabaska, to wit : } DAME CAROLINE FER-
 No. 65. } D GUSON, widow of the
 late Peter Sinclair, Plaintiff; against ROBERT
 MITCHELL ET AL., Defendants.

Notice is hereby given that the sale of immo-veables seized in the present cause, which was to take place at three o'clock in the afternoon, on the fourteenth day of October instant (1902), at the registry office for the county of Megantic, at Inverness, shall take place at the same place and H O U P. on the SEVENTEENTH day of NOVEMBER next.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Shérif.
 Arthabaskaville, 29th October, 1902. 3688
 [First published, 31st October, 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } ALFRED E. ARM-
 No. 88. } STRONG, Plaintiff;
 against GEORGE LAGUEUX, Defendant.

An emplacement being part of lot number three hundred and twenty two forty seven (322-47), of the cadastre in the sixth range of the township of Ire-land, known on plan made by J. O. A. Legendre, land surveyor, under number 322-35, containing fifty feet in front by one hundred feet in depth, more or less, lying in the village of Black Lake, on Mill street; bounded in front by said Mill street, in the rear by land belonging to Messrs. King & Bros, on one side to Octave Larochelle, and on the other side to George Carrier—with a house and bakery thereon erected. Subject to the payment of

d'une rente foncière annuelle de six piastres à MM. King & Frères, et à la réserve de toutes mines et minéraux, qu'il peut y avoir sur le dit terrain, en faveur des dits MM. King et Frères.

Peut être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Désiré du Lac Noir, le DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaskaville, 27 octobre 1902. 3655
[Première publication, 31 octobre 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Court de Circuit—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } LES CURÉ ET MAR-
No 138. } LGUILLIERS DE
L'ŒUVRE ET FABRIQUE DE LA PAROISSE
DE SAINTE-ELIZABETH DE WARWICK,
Demandeurs ; contre EUSEBE CHABOT, Défendeur.

1^{re} Partie du lot de terre numéro vingt six, dans le deuxième rang du canton de Warwick, étant le numéro trois cent soixante-neuf (369), du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Elizabeth—circonstances et dépendances.

2^{de} Partie du lot de terre numéro vingt-sept, dans le dit deuxième rang du canton de Warwick, étant le numéro trois cent soixante quinze (375), du cadastre officiel pour la dite paroisse de Sainte Elizabeth—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Elizabeth de Warwick, le DOUZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaskaville, 8 octobre 1902. 3453-2
[Première publication, 11 octobre 1902.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } JEAN P. LESSARD, De-
No 3471. } mandeur ; contre. OMER
MAHEU ET AL, Défendeurs, savoir :

Immeuble saisi contre Omer Maheu :

Une grange neuve située sur le lot numéro trois cent soixante-quinze (375), du cadastre officiel pour le canton de Cranbourne.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Odilon de Cranbourne, le DOUZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à MIDI.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph Beauce, 6 octobre 1902. 3443-2
[Première publication, 11 octobre 1902.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

an annual ground rent of six dollars to Messrs. King & Bros, with reservation of all mines and minerals which may be found on said property, in favor of said Messrs. King & Bros.

To be sold at the parochial church door of Saint Désiré of Black Lake, on the SECOND day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaskaville, 27th October, 1902. 3656
[First published, 31st October, 1902.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } THE "CURE" AND
No. 138. } CHURCHWARDENS OF
THE PARISH OF SAINTE ELIZABETH OF
WARWICK, Plaintiffs; against EUSEBE CHABOT,
Defendant.

1. Part of the lot of land number twenty six, in the second range of the township of Warwick, being number three hundred and sixty nine (369), of official cadastre for the parish of Sainte Elizabeth—circumstances and dependencies.

2. Part of the lot of land number twenty seven, in said second range of the township of Warwick, being number three hundred and seventy five (375), of official cadastre for said parish of Sainte Elizabeth—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte Elizabeth of Warwick, on the TWELFTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaskaville, 8th October, 1902. 3454
[First published, 11th October, 1902.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court—District of Beauce.

Beauce, to wit : } JEAN P. LESSARD,
No. 3471. } Plaintiff; against OMER
MAHEU ET AL, Defendants, to wit :

Immovable seized on Omer Maheu :

A new barn built on lot number three hundred and seventy five (375), of the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Cranbourne.

To be sold at the church door of the parish of Saint Odilon de Cranbourne, on the TWELFTH day of NOVEMBER next, at NOON.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Village of Saint Joseph, Beauce, 6th October, 1902. 3444
[First published, 11th October, 1902.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENT have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Province de Québec, }
 District de Beauharnois. } **EDOUARD H. HEBERT, Demandeur,**
 No 234. } vs. **TOUSSAINT**
PATENAUDE, Défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, comme lot de terre faisant partie du numéro trois cent un (301), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Clément, qui devait avoir lieu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Clément, mardi, le quinzième jour de juillet dernier (1902), à trois heures de l'après-midi, aura lieu au même endroit, LUNDI, le VINGT-QUATRIÈME jour de NOVEMBRE prochain (1902), à TROIS heures de l'après-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Beauharnois, 24 octobre 1902. 3661
 [Première publication, 31 octobre 1902.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } **JOSEPH GAGNON, de**
 No 2775. } **Chicoutimi, marchand,**
 Demandeur ; contre **LOUIS GAGNÉ ALIAS GAGNON,**
 ci-devant de Chicoutimi, et maintenant des
 états-unis d'Amérique, Défendeur.

Les deux tiers indivis de toute cette partie du lot connu et désigné au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, sous le numéro trois cent vingt et un, laquelle de figure irrégulière ; est bornée au nord par la Rivière aux Rats, à l'est par le lot cadastral trois cent vingt, au sud par le terrain réservé pour la rue Jacques-Cartier, et à l'ouest par le terrain de Nil Gagnon ou ses représentants, ou encore par une ligne parallèle à la ligne ouest du dit lot trois cent vingt et un, et distante de vingt et un pieds d'icelle.

Pour être vendu dans le bureau du sousigné, au palais de justice, à Chicoutimi, le TROISIÈME jour du mois de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

O. BOSSE,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Chicoutimi, 23 octobre 1902. 3645
 [Première publication, 31 octobre 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cur Superieure.—District de Québec.

Chicoutimi, à savoir : } **LOUIS JOSEPH BEL-**
 No 629. } **LEAU, de la cité de**
 Québec, marchand, Demandeur ; contre **L. E. GUAY & CIE,**
 société commerciale, ayant le siège
 de ses affaires en la ville de Chicoutimi, et n'étant
 pas enregistrée dans le district de Québec, Défendresse.

Tous les droits qu'elle a de rémérer l'immeuble suivant, savoir :

Un lopin de terre de figure irrégulière, formant partie des lots numéros treize et quatorze, du cadastre de la ville de Chicoutimi, et de superficie inconnue, lequel terrain est limité par les bornes suivantes : au nord par le terrain de la corporation de la ville de Chicoutimi, à l'ouest par la rue Salaberry, à l'est par la corporation épiscopale suivant la ligne qui suivra le pied de la côte dans les contours jusqu'à environ les deux tiers de la profondeur du terrain partant de la rue Salaberry, laquelle ligne se prolongera en ligne droite à partir du pied de la côte jusqu'au terrain de M. Belley, à une distance

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Province of Quebec, }
 District of Beauharnois. } **EDOUARD H. HEBERT, Plaintiff ; vs**
 No. 234. } **TOUSSAINT PATE-**
NAUDE, Defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in the present cause, as forming part of number three hundred and one (301), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Clément, which should have taken place at the parish church door of the parish of Saint Clément, on Tuesday, the fifteenth day of July last (1902), at three of the clock in the afternoon, will take place at the same place, on MONDAY, the TWENTY FOURTH day of NOVEMBER next (1902), at THREE of the clock in the afternoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Shérif.
 Beauharnois, 24th October, 1902. 3662
 [First published, 31st October, 1902.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : } **JOSEPH GAGNON, of**
 No. 2775. } **Chicoutimi, merchant,**
 Plaintiff; against **LOUIS GAGNÉ ALIAS GAGNON,**
 formerly of Chicoutimi, and now of the united states
 of America, Defendant

The two undivided thirds of all that part of the lot known and described on the official cadastre of the town of Chicoutimi, as number three hundred and twenty-one, which is of irregular outline ; and bounded on the north by River aux Rats, on the east by the cadastral lot three hundred and twenty, on the south by the land reserved for Jacques-Cartier street, and on the west by the property of Nil Gagnon or representatives, or again by a line parallel to the west line of the said lot three hundred and twenty one, and distant therefrom twenty one feet.

To be sold in the office of the undersigned, in the court house, at Chicoutimi, on the THIRD day of the month of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

O. BOSSE,

Sheriff's office, Shérif.
 Chicoutimi, 23rd October, 1902. 3646
 [First published, 31st October, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Québec.

Chicoutimi, to wit : } **LOUIS JOSEPH BEL-**
 No. 629. } **LEAU, of the city of**
 Québec, merchant, Plaintiff ; against **L. E. GUAY**
& CIE, a commercial firm having its place of business
 in the town of Chicoutimi, and not being registered
 in the district of Québec, Defendant.

All the rights which it may have to redeem the following immovable, to wit :

A lot of land of irregular outline, forming part of lots numbers thirteen and fourteen, of the cadastre of the town of Chicoutimi, of unknown area, which lot is enclosed within the following bounds : on the north by the ground of the corporation of the town of Chicoutimi, on the west by Salaberry street, on the east by the episcopal corporation following the line which runs along the foot of the hill in its windings to about two thirds of the depth of the lot starting from Salaberry street, which line is prolonged in a straight line starting from the foot of the said hill to the lot of Mr. Belley, at a distance

de trente-cinq pieds de la ligne sud des terrains de la dite corporation municipale et sera parallèle à cette dernière ligne—avec maison et autres bâtisses dessus construites. Les dits droits appartenant à la dite société défenderesse par l'acte de vente à Pitre Gauthier, passé le vingt juin 1902, devant Lucien Tremblay, notaire, et dûment enregistré le 28 du dit mois de juin, copie duquel acte est déposé à mon bureau.

Pour être vendus dans mon bureau, au palais de justice, à Chicoutimi, le TROISIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

O. BOSSE,
Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 28 octobre 1902. 3691
[Première publication, 31 octobre 1902.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure de Joliette.

Joliette, à savoir : } **L** A BANQUE NATIONALE,
No 3337. } Demanderesse ; contre
DAME EXILDA TESSIER DIT LAVIGNE ET
VIR, Défendeurs.

1° Un emplacement situé en la ville de Joliette, connu et désigné comme faisant partie du numéro deux cent quarante-neuf (249), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette, contenant cent vingt-huit pieds de front sur la rue Manseau, et allant en rétrécissant insensiblement en profondeur jusqu'au hangar de Urgel Piché, où le dit emplacement n'a plus que cent vingt-six pieds et cinq pouces, le tout sur une profondeur de cent soixante pieds, le tout plus ou moins, mesure anglaise ; borné comme suit : en front par la rue Manseau, en profondeur par les Nos 271, 272 et 272a, d'un côté par la rue Sainte-Angélique, et de l'autre côté par partie du dit No 249, Urgel Piché—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu au bureau du shérif, en la ville de Joliette, le DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,
Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 27 octobre 1902. 3641
[Première publication, 31 octobre 1902.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **G** ASPARD DESERRERES,
No 1821. } agent financier, de la
cité et du district de Montréal, Demandeur ; contre
les terres et tenements de **ALPHONSE LECLAIRE**,
du même lieu, Défendeur.

Un lot de terre—avec bâtisses ; borné en front par le Carré Victoria, et étant le lot numéro mille cinquante-neuf (1059), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la cité de Montréal, la propriété du défendeur Jean Vincent Alphonse Leclaire.

of thirty five feet from the south line of the lands of the said municipal corporation and will be parallel to this last line—with house and other buildings thereon erected. Said rights belonging to the said firm the defendant by deed of sale to Pitre Gauthier, passed on the twentieth of June, 1902, before Lucien Tremblay, notary, and duly registered on the 28th of the said month of June, copy of which deed is filed in my office.

To be sold in my office, in the court house, at Chicoutimi, on the THIRD day of the month of DECEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

O. BOSSE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 28th October, 1902. 3692
[First published, 31st October, 1902.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court of Joliette.

Joliette, to wit : } **L** A BANQUE NATIONALE,
No. 3337. } Plaintiff ; against **DAME**
EXILDA TESSIER DIT LAVIGNE ET VIR, De-
fendants.

1. A lot situate in the town of Joliette, known and described as forming part of number two hundred and forty nine (249), of the official plan and book of reference of the cadastre of the town of Joliette, containing one hundred and twenty eight feet in front on Manseau street, and narrowing gradually towards the rear to the hangar of Urgel Piché, where the said lot has only one hundred and twenty six feet five inches, the whole by a depth of one hundred and sixty feet, the whole more or less, english measure ; bounded as follows: in front by Manseau street, in rear by Nos. 271, 272 and 272a, on one side by Sainte Angelique street, and on the other side by part of the said lot No. 249, Urgel Piché—with the buildings thereon erected.

To be sold at the sheriff's office, in the town of Joliette, on the SECOND day of DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, 27th October, 1902. 3642
[First published, 31st October, 1902.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **G** ASPARD DESERRERES,
No. 1821. } financial agent, of the
city and district of Montreal ; against the lands and
tenements of **ALPHONSE LECLAIRE**, of the same
place, Defendant.

A lot of land—with buildings ; bounded in front by Victoria square, and being lot one thousand and fifty nine (1059), of the official plan and book of reference of Saint Antoine ward, of the city of Montreal, the property of the defendant Jean Vincent Alphonse Leclaire.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 28 octobre 1902. 3657
[Première publication, 31 octobre 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : **D**AME EVA ST-AMAND, No 11709. des cités et district de Montréal, épouse contractuellement séparée de biens d'Albert Jetté, agent, du même lieu, y faisant affaires seule comme marchande publique, sous le nom de "A. Jetté & Cie", et le dit Albert Jetté, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Demanderesse; contre les terres et tenements de J. O. LAROSE, de la ville de Saint-Louis, district de Montréal, Défendeur.

1° Un lot de terre sis et situé dans la ville de Saint-Louis, dans le district de Montréal, connu et désigné sous le numéro quatre cent quarante-neuf (449), de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, sous le numéro onze (11); borné en front par la rue Clarke—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° La moitié nord-ouest d'un lot de terre sis et situé dans la ville de Saint-Louis, dans le district de Montréal, connu sous le numéro quatre cent quarante-huit, de la subdivision du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, sous le numéro onze (11); borné en front par la rue Clarke, d'un côté par le lot numéro quatre cent quarante-neuf (449), de la subdivision du dit lot officiel numéro onze (11), en arrière par une ruelle en commun avec ceux y ayant droit, et de l'autre côté par l'autre moitié du susdit lot quatre cent quarante-huit (448)—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 8 octobre 1902. 3473.2
[Première publication, 11 octobre 1902.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par e présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux effectifs tel que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir : **C**HARLES DESMARAIS, de No 45. la cité de Hull, district d'Ottawa, jobber, Demandeur; contre E M I L E ANGERS, de la cité et du district de Montréal, commis, et ALFRED TETU, de Gracefield, district d'Ottawa, arpenteur, Défendeurs.

Comme appartenant au dit Alfred Tétu :

Les lots numéros douze, treize et quatorze (12, 13 et 14), dans le sixième rang du canton de Bouchette, dans le dit district d'Ottawa—circonstances et dépendances y appartenant.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, en la cité de Hull, dit district d'Ottawa, le DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain 1902, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Hull, 22 octobre 1902. 3603
[Première publication, 31 octobre 1902.]

La première publication du 25 octobre 1902 est nulle.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 28th October, 1902. 3658
[First published, 31st October, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : **D**AME EVA ST-AMAND, No. 11709. of the city and district of Montreal, wife separated as to property by marriage contract of Albert Jetté, agent, of the same place, carrying on business alone there, as public trader, under the style and firm of "A. Jetté & Cie;" and the said Albert Jetté, to authorize his wife for the purposes hereof, Plaintiff; against the lands and tenements of J. O. LAROSE, of the town of Saint Louis, district of Montreal, Defendant.

1. A lot of land situate and being in the town of Saint-Louis, in the district of Montreal, known and described as number four hundred and forty nine (449), of the subdivision of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the incorporated village of la Côte Saint Louis, as number eleven (11); bounded in front by Clarke street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. The north west half of a lot of land situate and being in the town of Saint Louis, in the district of Montreal, known as number four hundred and forty eight, of the subdivision of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the incorporated village of la Côte Saint-Louis, as number eleven (11); bounded in front by Clarke street, on one side by lot number four hundred and forty nine (449), of the subdivision of the said official lot number eleven (11), in rear by a lane in common with the parties having a right thereto, and on the other side by the other half of the said lot four hundred and forty eight (448)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 8th October, 1902. 3474
[First published, 11th October, 1902.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit : **C**HARLES DESMARAIS, of No. 45. the city of Hull, district of Ottawa, jobber, Plaintiff; against E M I L E ANGERS, of the city and district of Montréal, clerk, and ALFRED TETU, of Gracefield, district of Ottawa, land surveyor, Defendants.

As belonging to the said Alfred Tétu :

Lots numbers twelve, thirteen and fourteen (12, 13 and 14), in the sixth range of the township of Bouchette, in the said district of Ottawa, with the members and appurtenances thereto belonging.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, in the said district of Ottawa, on the SECOND day of DECEMBER next, 1902, at TEN o'clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Hull, 22nd October, 1902. 3604
[First published, 31st October, 1902.]

The publication of the 25th of October, 1902, is null.

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Circuit de Québec.

Québec, à savoir : } **L**A SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION PERMANENTE DE QUÉBEC, corps politique et incorporé, établie et faisant affaires en la cité de Québec, Demanderesse ; contre FERDINAND PATRY, de la paroisse de Saint-Raymond, boulanger, à savoir :

La partie nord-ouest du lot No 2 (deux), de la subdivision du lot No 557 (cinq cent cinquante-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Raymond, contenant cinquante pieds de front sur quatre-vingt dix pieds de profondeur, mesure française; bornée au nord par le chemin du Roi, au sud par Dame veuve Alfred Plamondon, au nord-est par Joseph Déry, et au sud-ouest par Joseph Plamondon, étant un emplacement situé sur le chemin du Roi—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue en la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, le CINQUIÈME jour de DÉCEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif,

Québec, 30 octobre 1902.

[Première publication, 31 octobre 1902.]

Shérif.

3703

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **D**ANS une cause où La Société de Construction Permanente de Québec, corps politique et incorporé, ayant son établissement en la cité de Québec, était Demanderesse ; et Dame Delvina Ferland, épouse séparée quant aux biens par contrat de mariage de Paul Simard, de la cité de Québec, tailleur, et ce dernier mis en cause pour autoriser et assister sa dite épouse, étaient Défendeurs, la dite Demanderesse, LA SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION PERMANENTE DE QUÉBEC ; contre la dite DAME DELVINA FERLAND, à savoir :

La partie ouest du lot No 267 (deux cent soixante-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Valier, de 34 pieds de front, ayant une profondeur de 70 pieds du côté ouest et 60 pieds du côté est ; borné au nord à la rue Saint-Valier, au sud à la profondeur, à l'est aux représentants du docteur Gingras, et à l'ouest par les représentants Saucier—avec les bâtisses dessus construites, aussi un droit de passage au nord-est de la maison existant sur l'autre partie du dit lot, circonstances et dépendances. A la charge d'une rente foncière annuelle de \$4.00 payable, à l'Hôpital-Général de Québec, et aussi à la charge d'un bail d'un magasin et d'un logement privé dans la maison sus dite, en faveur de Alfred Morissette, le dit bail expirant le 30 avril 1906 ; loyer mensuel de \$18.00.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-HUITIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER

Bureau du Shérif,

Québec, 23 octobre 1902.

[Première publication, 25 octobre 1902.]

Shérif.

3627.2

Sheriff's Sales—Québec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec Circuit.

Québec, to wit : } **T**HE QUEBEC PERMANENT BUILDING SOCIETY, a body politic and corporate, established and doing business in the city of Québec, Plaintiff ; against FERDINAND PATRY, of the parish of Saint Raymond, baker, to wit :

The north west part of lot No. 2 (two), of the subdivision of lot No. 557 (five hundred and fifty seven), of the official cadastre for the parish of Saint Raymond, containing fifty feet in front by ninety feet in depth, french measure ; bounded on the north by the King's highway, on the south by Mrs widow Alfred Plamondon, on the north east by Joseph Déry, and on the south west by Joseph Plamondon, being a lot situate on the King's highway—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies

To be sold in the parish of Saint Raymond, county of Portneuf, on the FIFTH day of DECEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's office,

Québec, 30th October, 1902.

[First published, 31st October, 1902.]

Sheriff.

3704

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **I**N a suit in which The Quebec Permanent Building Society, a body politic and corporate, having its office in the city of Québec, was Plaintiff ; and Dame Delvina Ferland, wife separated as to property by marriage contract of Paul Simard, of the city of Québec, tailor, and the latter a party therunto to authorize and assist his said wife, were Defendants, the said Plaintiff, THE QUEBEC PERMANENT BUILDING SOCIETY ; against the said DAME DELVINA FERLAND, to wit :

The west part of lot No. 267 (two hundred and sixty seven), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot situate on Saint Valier street, of 34 feet in front, having a depth of 70 feet on the west side and 60 feet on the east side ; bounded on the north by Saint Valier street, on the south by the depth, on the east by the representatives of doctor Gingras, and on the west by the representatives Saucier—with the buildings thereon erected, also a right of passage to the north east of the house built on the other part of the said lot, circumstances and dependencies. Subject to the charge of a yearly ground rent of \$4.00, payable to the Quebec General Hospital, and also to the charge of the lease of a shop and private dwelling in the said house, in favor of Alfred Morissette, said lease expiring on the 30th of April, 1906 ; monthly rent \$18.00.

To be sold at my office, in the city of Québec, on the TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's office,

Québec, 23rd October, 1902.

[First published, 25th October, 1902.]

Sheriff.

2628

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Cour Supérieure.*

District de Terrebonne, } **CHARLES**
Sainte-Scholastique, à savoir : } **AUGUSTE**
No 279. } **MAXIMILIEN**
GLOBENSKY, Demandeur ; contre **ALFRED**
VERMETTE, Défendeur, savoir :

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Benoit, comté des Deux Montagnes, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels fait pour la dite paroisse de Saint-Benoit, sous le numéro deux cent quatre-vingt-quatre (284)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale du village de Saint-Benoit, dit district, le **DOUZIEME** jour de **NOVEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant midi.

LAPOINTE & PREVOST.

Bureau du Shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 7 octobre 1902. 3455.2
[Première publication, 11 octobre 1902.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Superior Court.*

District of Terrebonne, } **CHARLES AU-**
Sainte Scholastique, to wit : } **GUSTE MAXI-**
No. 279. } **MILIEN GLO-**
BENSKY, Plaintiff ; against **ALFRED VER-**
METTE, Defendant, to wit :

A lot situate in the parish of Saint Benoit, county of Two Mountains, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Benoit, as number two hundred and eighty four (284)—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the village of Saint Benoit, said district, on the **TWELFTH** day of **NOVEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office, Shérif.
Sainte Scholastique, 7th October, 1902. 3456
[First published, 11th October, 1902.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **MATHEW MOODY**
No 491. } **MET AL**, Demandeurs ;
contre **WILBROD LAGACÉ**, Défendeur.

Une terre située dans la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, du côté sud ouest du rang Saint-Flavien, connue et désignée sous le numéro deux cent cinquante-sept (257), du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la dite paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, le **DEUXIEME** jour de **DECEMBRE** prochain, à **DIX** heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 28 octobre 1902. 3701
[Première publication, 31 octobre 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **PIERRE NOLASQUE**
No 151. } **CHAILLEZ**, De-
mandeur ; contre les héritiers de feu **EDWIDGE**
GERMAIN, Défendeurs.

1° Une terre située en la paroisse de Saint-Stanislas de la Rivière des Envies, du côté est de la rivière Batiscan, étant le numéro cent quatre-vingt-six (186), du cadastre de la dite paroisse—avec maison, grange, étable et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2° Une autre terre située en la paroisse de Saint-Adelphe, du côté est de la rivière Batiscan, étant le lot désigné par le numéro sept cent (700), aux plan et livre de renvoi officiels—avec une grange dessus construite.

Pour être vendues comme suit : l'immeuble en premier lieu désigné, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Stanislas de la Rivière des Envies, le

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Superior Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **MATHEW MOODY ET**
No. 491. } **AL.**, Plaintiffs ; against
WILBROD LAGACÉ, Defendant.

A land situate in the parish of Notre Dame du Mont Carmel, on the south west side of range Saint Flavien, known and described as number two hundred and fifty seven (257), of the official cadastre of the county Champlain, for the said parish of Notre Dame du Mont Carmel—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame du Mont Carmel, on the **SECOND** day of **DECEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Three Rivers, 28th October, 1902. 3702
[First published, 31st October, 1902.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Superior Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **PIERRE NOLASQUE**
No. 151. } **CHAILLEZ**, Plaintiff ;
against the heirs of the late **EDWIDGE GERMAIN**,
Defendants.

1. A land situate in the parish of Saint Stanislas de la Rivière des Envies, on the east side of the river Batiscan, being number one hundred and eighty six (186), of the cadastre of the said parish—with house, barn, stable and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Another land situate in the parish of Saint Adelphe, on the east side of the river Batiscan, being the lot described as number seven hundred (700), of the official plan and book of reference—with a barn thereon erected.

To be sold as follows : the lot firstly described at the church door of the parish of Saint Stanislas de la Rivière des Envies, on the **FOURTH** day of

QUATRIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin, et l'immeuble en second lieu désigné, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Adolphe, le MEME JOUR, à DEUX heures de l'après midi.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 28 octobre 1902. 3699
[Première publication, 31 octobre 1902.]

DECEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon, and the lot secondly described, at the church door of the parish of Saint Adelphe, on the SAME DAY, at TWO of the clock in the afternoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 28th October, 1902. 3700
[First published, 31st October, 1902.]

Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

—
Département des Terres, Mines et Pêcheries

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Adj. 7270.
Ponsonby.
Lot 15, du rang "A", à E. W. Barnes.
Adj. 7271.

Mousseau.
Lot 16, du 4e rang, à F. X. Dagenais.
Adj. 7272.

Aylwin.
La 1/2 ouest des lots 13, 14 et 15, du 11e rang, à James Mullin.
Adj. 7273.

Duhamel.
Lot 39, du 5e rang, à Joseph Larouche.
Lot 40, du 5e rang, à Louis Fleury.

E. E. TACHÉ,
Sous ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.
Québec, 29 octobre 1902. 3707

Avis public est par le présent donné que, en vertu de "la loi corporative des compagnies à fonds social" des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-quatrième jour d'octobre 1902, incorporant Samuel Huselbee, agent d'immeubles; John Thomas Lyon, droguiste; Michel Théodule Lefebvre, agent d'immeubles; Marie Joseph Elzéar Drolet, agent d'immeubles, tous des cité et district de Montréal, et Joseph Amédée Asselin, agent de chemin de fer, de Coteau Station, comté de Soulanges, tous de cette province, dans le but suivant, savoir: pour faciliter l'achat, la vente, le loyer et la possession d'immeubles et garanties hypothécaires, les acheter et les vendre et faire des contrats en rapport avec iceux, et de faire toutes choses relatives aux dits objets de la compagnie, sous le nom de "Home Guarantee Administration Company," avec un fonds social de cinq mille piastres (\$5,000), divisé en deux cents (200) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce vingt-septième jour d'octobre 1902.

3681
AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

ERRATUM.

A la page 1768 de la Gazette Officielle du dix-huit octobre 1902, No 3511, premier alinéa, au lieu de deux cent quatre-vingt-seize (296) arpents, lisez: quatorze cent quatre-vingt (1480) arpents.

3705

Government Notice

PROVINCE OF QUEBEC.

—
Department of Lands, Mines and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Adj. 7270.
Ponsonby.
Lot 15, in "A" range, to E. W. Barnes.
Adj. 7271.

Mousseau.
Lot 16, in 4th range, to F. X. Dagenais.
Adj. 7272.

Aylwin.
West 1/2 of lots 13, 14 and 15, in 11th range, to James Mullin.
Adj. 7273.

Duhamel.
Lot 39, in 5th range, to Joseph Larouche.
Lot 40, in 5th range, to Louis Fleury.

E. E. TACHE,
Deputy Minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.
Quebec, 29th October, 1902. 3708

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty fourth of October, 1902, incorporating Samuel Huselbee, real estate agent; John Thomas Lyon, druggist; Michel Théodule Lefebvre, real estate agent; Marie Joseph Elzéar Drolet, real estate agent, all of the city and district of Montreal, and Joseph Amédée Asselin, railway agent, of Coteau Station, county of Soulanges, all of this province, for the following object, viz: to facilitate the buying, selling, leasing and holding of real estate and hypothecary securities, and buying and selling the same and contracting in relation thereto, and of doing all things relative to the said objects of the company, under the name of "Home Guarantee Administration Company", with a capital stock of five thousand dollars (\$5,000), divided into two hundred shares (200) of twenty five dollars (\$25.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twenty seventh day of October, 1902.

3682
AMD. ROBITAILLE,
Provincial secretary.

ERRATUM.

At page 1768 of the Official Gazette of the eighteenth of October, 1902, No. 3511, first paragraph, instead of two hundred and ninety six (296) arpents, read: fourteen hundred and eighty (1480) arpents.

3706

Avis Divers

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, sous le grand Sceau.

1° Le nom corporatif de la compagnie proposée sera : "La compagnie minière des Cantons de l'Est" ou Eastern Township Mining Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont comme suit : l'exploitation dans tous ses détails de l'industrie minière, le traitement du minerai au moyen des moulins, leur production et leur développement pour explorer, ouvrir, développer, exploiter, améliorer, maintenir et diriger les mines d'or, d'argent, de cuivre, de fer chromé et autres mines et pour acheter, acquérir et posséder tous les immeubles nécessaires à la dite exploitation, et convertir le minerai en produits de commerce employant pour cette fin la vapeur, pouvoir d'eau et tout autre pouvoir moteur, vendre les produits de mines dans la Puissance du Canada ou ailleurs, acquérir des terrains ou limites à bois, construire des maisons de pension ou autres, construire et mettre en opération des moulins, faire des affaires de marchands et commerçants en général, acheter et vendre des objets, effets et marchandises, y compris tous bois de commerce.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera dans la cité de Québec.

4° Le fonds social sera de un million de piastres, divisé en dix millions d'actions de dix centins chacune, avec pouvoir d'augmenter le capital.

5° Les requérants sont : Frédéric Barsalou, de Natick, état du Rhode-Island, exploitateur de mines; Louis Harry Gaudry, marchand; Louis Philippe Robitaille, imprimeur; Henri Garneau, commis-voyageur, et Joseph Albini Faucher, notaire, ces quatre derniers de Québec, lesquels seront tous les premiers directeurs de la compagnie. Les quatre derniers sont résidents en Canada et sujets anglais.

J. A. FAUCHER, Notaire,
Secrétaire.
Québec, 29 octobre 1902. 3711

AVIS

Avis est par le présent donné que conformément à la "Loi Corporative des compagnies à fonds social," les personnes ci-dessous mentionnées ont l'intention de s'adresser au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir des lettres patentes sous le grand Sceau, les constituant et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires, en corps politique et incorporé.

1° Le nom social de la compagnie projetée sera "La Fonderie de Victoriaville."

2° L'objet pour lequel la constitution en corporation de la compagnie est demandée est le commerce en général de mécanicien et de fondeur, la construction, l'exploitation, la vente et disposition sous quelque forme que ce soit de toutes machines ou machineries ou outillages quelconques, l'achat, l'exploitation et la vente de tous brevets d'inventions et de tous terrains, constructions, manufactures et outillages quelconques, vente et achats de bois de commerce quelconques jugés nécessaires ou avantageux à la poursuite des affaires de la compagnie.

Aussi le pouvoir de tenir magasin de ferronneries en général et vendre et acheter tout ce qui concerne cette ligne de marchandises.

3° Le siège principal des affaires de la compagnie sera dans la ville de Victoriaville, dans le comté et district d'Arthabaska, dans la province de Québec.

4° Le chiffre projeté du fond social de la compagnie est de trente mille piastres, divisé en douze cents actions de vingt-cinq piastres chacune, avec autorisation d'augmenter à cinquante mille piastres.

5° Les noms en toutes lettres ainsi que la profession et adresse de chaque requérants sont : Thomas

Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given that application will be made to the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent, under the great Seal.

1. The proposed name of the company will be : "La compagnie minière des Cantons de l'Est" or "Eastern Township Mining Company".

2. The purposes for which incorporation is sought are : the exploitation in all its details of the mining industry, the treatment of ores by means of mills, their production and development, to explore, open, develop, work, improve, maintain and manage gold, silver and copper, and chromed iron mines and other mines, and to buy, acquire and possess all the necessary property to the said working mines, and convert the minerals into commercial products, using for this purpose steam, water power or any other motive power, to sell the products of the mines in the Dominion of Canada or elsewhere, to acquire property or timber limits, to construct boarding houses or others, to construct and operate mills, to buy and sell goods, wares and merchandise, including all commercial timber.

3. The company's chief place of business will be in the city of Quebec.

4. The stock will be of one million dollars, divided into ten millions of shares of ten cents each, with power to increase the capital.

5. The petitioners are : Frédéric Barsalou, of Natick, state of Rhode-Island, manager of Mines; Louis Harry Gaudry, merchant; Louis Philippe Robitaille, printer; Henri Garneau, commercial traveller; Joseph Albini Faucher, notary, the four last named are from Quebec, all of whom are to be the first directors of the company. The four last are residing in Canada and british subject.

J. A. FAUCHER, Notary,
Secretary.
Quebec, 29th October, 1902. 3712

NOTICE

Notice is hereby given that under the Joint Stock Companies Incorporation Act, the parties herein-after named intend to apply to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, for letters patent under the great Seal, incorporating them and such other persons as may become shareholders, a body politic and corporate.

1. The name of the proposed company will be "La Fonderie de Victoriaville".

2. The object for which incorporation is sought is a general machine and foundry business, the construction, working, sale and disposing in any form whatever of all machines and machinery and apparatus, the purchase, working and sale of any patents of invention, and of any lands, buildings, manufactures and apparatus whatever, the sale and purchase of timber considered necessary and advantageous to carrying on the business of the company.

Also the power to keep a general hardware store, and to sell and buy all that relates to that line of merchandize.

3. The chief business place of the company will be in the town of Victoriaville, in the county and district of Arthabaska, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of the capital stock of the company is thirty thousand dollars, divided into twelve hundred shares of twenty five dollars each, with power to increased it to fifty thousand dollars.

5. The full names and the calling and address of each of the petitioners are : Thomas

Buteau, mécanicien ; Alfred Proulx, fondateur ; Paul Tourigny, manufacturier et marchand ; Paul Lavigne, cultivateur et agent d'instruments aratoires ; Louis Lavergne, notaire ; Israël Montreuil, machiniste ; Louis Philippe de Courval, marchand et arpenteur. Messieurs Thomas Buteau, Alfred Proulx, Paul Tourigny et Paul Lavigne, étant tous résidents de la ville de Victoriaville ; Louis Lavergne et Louis Philippe de Courval, résidents à Arthabaskaville, M. Israël Montreuil, résident à Plessisville, les dites villes en Canada.

Les requérants devant être les premiers directeurs provisoires de la compagnie, lesquels sont tous sujets de Sa Majesté.

THOS. BUTEAU,
Procureur des requérants.

Victoriaville, 28 octobre 1902. 3683

AVIS

Avis est par le présent donné que conformément à la "Loi Corporative des compagnies à fonds social", les personnes ci-dessous nommées ont l'intention de s'adresser au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir des lettres patentes sous le grand Sceau, les constituants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires, en corps politique et incorporé.

1° Le nom social de la compagnie projetée sera "The Victoriaville Furniture Company".

2° L'objet pour lequel la constitution en corporation de la compagnie est demandée, est de manufacturer, acheter et vendre des meubles de maisons, et toutes sortes d'autres articles en bois ; de bâtir, acheter et vendre des moulins à scie, acheter et vendre des limites à bois ; aussi d'acheter d'autres compagnies engagées dans le même genre d'industrie, et de pouvoir les vendre, aussi le pouvoir de s'amalgamer avec d'autres compagnies dans le même genre d'industrie.

3° Le siège principal de la compagnie sera dans la ville de Victoriaville, dans le comté et district d'Arthabaska, dans la province de Québec.

4° Le chiffre projeté du fonds social de la compagnie est de soixante mille piastres, avec autorisation d'augmenter à cent mille piastres, divisé en actions de cinquante piastres chacune.

5° Les noms en toutes lettres ainsi que la profession et adresse de chaque requérant, sont : Paul Tourigny, M. P. P., manufacturier et marchand ; Léon Maheu, épicier ; Cyrias Thibault, ferblantier ; Auguste Bourbeau, journaliste, et Achille Marchand, gérant de banque, résident tous dans la ville de Victoriaville, en Canada.

Les requérants devant être les premiers directeurs de la compagnie, lesquels sont tous sujets de Sa Majesté.

JOSEPH EDOUARD ALAIN,
Procureur des requérants.

Victoriaville, 28 octobre 1902. 3685

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
Dans l'affaire de Joseph Alphonse Levert, de Montréal, épicier, (A. Levert & Co.) Failli.
Avis est par le présent donné que, le 29^e jour d'octobre 1902, par ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens du dit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli, sont requises de les produire, attestées sous serment, sous trente jours de cette date.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Curateurs conjoints.

205, rue Saint-Jacques, Montréal,
Montréal, 29 octobre 1902. 3693

chinois ; Alfred Proulx, founder ; Paul Tourigny, manufacturer and merchant ; Paul Lavigne, farmer and agent for farming implements ; Louis Lavergne, notary ; Israel Montreuil, machinist ; Louis Philippe de Courval, merchant and surveyor ; Thomas Buteau, Alfred Proulx, Paul Tourigny and Paul Lavigne, being all residents of the town of Victoriaville ; Louis Lavergne and Louis Philippe de Courval, residents of Arthabaskaville, and Israel Montreuil, residing at Plessisville, the said towns in Canada.

The petitioners will be the interim directors of the company, who are all subjects to His Majesty.

THOS. BUTEAU,
Attorney for petitioners.

Victoriaville, 28th October, 1902. 3684

NOTICE

Notice is hereby given that under the joint stock companies' incorporation act, the persons hereinafter named will apply to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, for letters patent, under the great Seal, to constitute them and such other persons as may become shareholders a body politic and corporate.

1. The corporate name of the company is to be : "The Victoriaville Furniture Company."

2. The object for which incorporation is sought, is to manufacture, purchase and sell house furniture and all kinds of wooden articles ; to build, buy and sell saw mills, to buy and sell timber limits ; to buy out other companies engaged in the same line of business, and power to sell them, also power to amalgamate with other companies in the same kind of business.

3. The company's chief place of business will be in the town of Victoriaville, in the county and district of Arthabaska, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of the company's capital stock is sixty thousand dollars, with power to increase it one hundred thousand dollars, divided into shares of fifty dollars each.

5. The full names, profession and address of each petitioner is : Paul Tourigny, M. P. P., manufacturer and merchant ; Léon Maheu, grocer ; Cyrias Thibault, tinsmith ; Auguste Bourbeau, journalist, and Achille Marchand, bank manager, all residing in the town of Victoriaville, in Canada.

The petitioners will be the first directors of the company, and all are subjects of His Majesty.

JOSEPH EDOUARD ALAIN,
Attorney for petitioners.

Victoriaville, 28th October, 1902. 3686

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
In the matter of Joseph Alphonse Levert, of Montreal, grocer, (A. Levert & Co.) Insolvent.
Notice is hereby given that, on the 29th day of October, 1902, by order of this court, we were appointed joint curators to the estate of the said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same, attested under oath, within thirty days from this date.

ARTHUR W. WILKS,
J. WILFRID MICHAUD,
Joint curators.

205, Saint James street, Montreal.
Montreal, 29th October, 1902. 3694

Province de Québec, }
 District de Montréal. }
 No 108. }
Cour Supérieure.
In re Cyprien Lacroix,
 et
 F. X. Bilodeau et A. O. Chalifour,
 Curateurs conjoints.

Un premier et final bordereau de collocation a été préparé en cette cause ; les collocations seront payables à nos bureaux à partir du 17e jour de novembre 1902.

Toute contestation à tel dividende devra être déposée devant nous avant la date sus-mentionnée.

F. X. BILODEAU,
 A. O. CHALIFOUR,
 Curateurs conjoints.

15, rue Saint-Jacques,
 Montréal, 29 octobre 1902. 3697

Province de Québec, }
 District de Québec. }
 No 2464. }
Cour Supérieure.

In re François Xavier Sylver Lelièvre, de la cité de Québec, marchand, Failli.

Avis est donné que le 28 octobre 1902 le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit failli, qui a fait session de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les 30 jours de cet avis.

A. FAUCHER,
 Curateur.

Bureau : 119, rue Saint-Pierre, Québec.
 Québec, 28 octobre 1902. 3689

Province de Québec, }
 District de Montréal. }
 No 115. }
Cour supérieure.

Dans l'affaire de Edgar M. Lovelace, (Henderson & Lovelace), de Montréal, marchand de charbon, Failli.

Avis est par le présent donné que le dit Edgar M. Lovelace, a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire, Montréal.

ARTHUR W. WILKS,
 Député gardien provisoire.

Bureau de Wilks & Michaud,
 205, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 29 octobre 1902. 3695

Province de Québec, }
 District de Québec. }
Cour Supérieure.

Dans l'affaire de La Québécoise de Québec, marchands, Faillis.

Avis est par le présent donné qu'un premier bordereau de dividende a été déclaré en cette affaire, et sera payable à notre bureau, No 48, rue Saint-Pierre, Québec, le ou après le 20e jour de novembre 1902.

Toute contestation au dit dividende devra être produite avant la dite date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
 Curateurs conjoints.

Québec, 30 octobre 1902. 3709

Province of Quebec, }
 District of Montreal. }
 No. 108. }
Superior Court.
In re Cyprien Lacroix,
 and
 F. X. Bilodeau and A. O. Chalifour,
 Joint curators.

A first and final bordereau of dividend has been prepared in this cause ; the collocations will be payable at our offices from the 17th day of November, 1902.

Any contestation to such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

F. X. BILODEAU,
 A. O. CHALIFOUR,
 Joint curators.

15, Saint James street.
 Montreal, 29th November, 1902. 3698

Province of Quebec, }
 District of Quebec. }
 No. 2464. }
Superior Court.

In re François Xavier Sylver Lelièvre, of the city of Quebec, merchant, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 28th day of October, 1902, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said insolvent, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within 30 days from this notice.

A. FAUCHER,
 Curator.

Office : 119, Saint Peter street, Quebec.
 Quebec, 28th October, 1902. 3690

Province of Quebec, }
 District of Montreal. }
 No. 115. }
Superior Court.

In the matter of Edgar M. Lovelace, (Henderson & Lovelace), of Montreal, coal merchant, Insolvent.

Notice is hereby given that the said Edgar M. Lovelace, has, this day, made, in the prothonotary's office, in Montreal, a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

ARTHUR W. WILKS,
 Deputy provisional guardian.

Office of Wilks & Michaud,
 205, Saint James Street.
 Montreal, 29th October, 1902. 3696

Province of Quebec }
 District of Quebec. }
Superior Court.

In the matter of La Québécoise, of Quebec, merchants, Insolvents.

Notice is hereby given that a first dividend sheet has been prepared in this matter, and will be payable at our office, No. 48, Saint Peter street, Quebec, on or after the 20th day of November, 1902.

Any contestation of this dividend must be filed before the said date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
 Joint curators.

Quebec, 30th October, 1902. 3710

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 44.

ANNONCEURS :—*Avis aux* :—Concernant avis, etc., 1801.

AVIS :—Ordre en Conseil :—Au sujets des transferts de droits de chasse, 1803 ; Requête aux fins d'obtenir une ordonnance d'enregistrer vente, etc., 1810.

AVIS DE CANCELLATION :—*Cantons de* :—Aylwin, 1820 ; Duhamel, 1820 ; Mousseau, 1820 ; Ponsonby, 1820.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—*Avis au sujet des* :—Assemblée législative, 1805 ; Conseil législatif, 1804.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—*Les Frères Mineurs Capucins de Québec*, 1808 ; Montreal Stock Yards Coy, 1807 ; The Sherbrooke Gas and Water Co., 1807.

DÉPENSES D'ÉLECTION :—Etat des :—District électoral de l'Islet : Jos. Ed. Caron, 1809.

ERRATUM :—Lire 1480 arpents au lieu de 296 arpents, 1820.

FAILLIS :—Fontaine, 1812 ; Lacroix, 1822 ; La Québécoise, 1823 ; Lelièvre, 1823 ; Levert, 1822 ; Lovelace, 1823 ; Picard, 1812 ; Shamy, 1812.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE :—La Cie Electrique de Lorette, 1811 ; La Cie minière des Cantons de l'Est, 1821 ; La Fonderie de Victoriaville, 1821 ; The Bellevue Land Coy, 1811 ; The Hart Manufacturing Coy, 1810 ; The Montreal Chemical Product Coy, 1811 ; The Victoriaville Furniture Coy, 1822.

LETTRES PATENTES ÉMISES :—Home Guarantee Administration Coy, 1820.

LIQUIDATION :—La Banque Ville Marie, 1813.

MINUTES DE NOTAIRES. DEMANDE DE TRANSFERT :—De Z. Nepveu à N. Fauteux, 1803.

MUNICIPALITÉ ÉRIGÉE :—Saint-Ambroise, comté de Chicoutimi, 1810.

NOMINATIONS :—*Greffier de la cour de circuit* :—Lac Saint-Jean, 1801.

Juges de paix :—Arthabaska, 1801 ; Beauharnois, 1801 ; Chicoutimi, 1801 ; Gaspé, 1801.

PROCLAMATIONS :—Convocation des Chambres, 1803 ; Terme extraordinaire, cour du Banc du Roi, Montmagny, 1802.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Amyot vs Lebrun, 1808 ; Auger vs Lemoine, Benoit vs Lamarre, 1808 ; Boulerice vs Gatien, 1809 ; Donaldson vs McKenzie, 1809 ; Gosselin vs Dickner, 1808 ; Joseph vs Greenspoon, 1809 ; Moraglia vs Ravaux, 1808 ; Riopel vs Demers, 1808.

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dme Pigeon vs Dupré, 1809.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

ARTHABASKA :—Armstrong vs Lagueux, 1813 ; Dme Ferguson vs Mitchell *et al.*, 1813 ; Les curé et marguilliers de Sainte-Elizabeth de Warwick vs Chabot, 1814.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 44.

ADVERTISERS :—*Notice to* :—Respecting notices, &c., 1801.

NOTICES :—Order in Council :—Concerning transfers of hunting rights, 1803 ; A petition for the purposes of obtaining an order to register a sale, &c., 1810.

NOTICES OF CANCELLATION :—*Townships of* :—Aylwin, 1820 ; Duhamel, 1820 ; Mousseau, 1820 ; Ponsonby, 1820.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—*Notices Respecting the* :—Legislative Assembly, 1805 ; Legislative Court, 1804.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—“*Les Frères Mineurs Capucins de Québec*”, 1808 ; Montreal Stock Yards Coy, 1807 ; The Sherbrooke Gas and Water Co., 1807.

ELECTION EXPENSES :—Statement of :—Electoral district of l'Islet : Jos. Ed. Caron, 1809.

ERRATUM :—Read 1480 arpents instead of 296 arpents, 1820.

INSOLVENTS :—Fontaine, 1812 ; Lacroix, 1823 ; La Québécoise, 1823 ; Lelièvre, 1823 ; Levert, 1822 ; Lovelace, 1823 ; Picard, 1812 ; Shamy, 1812.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—La Cie Electrique de Lorette, 1811 ; La Cie minière des Cantons de l'Est, 1821 ; La Fonderie de Victoriaville, 1821 ; The Bellevue Land Coy, 1811 ; The Hart Manufacturing Coy, 1810 ; The Montreal Chemical Product Coy, 1811 ; The Victoriaville Furniture Coy, 1822.

LETTERS PATENT ISSUED :—Home Guarantee Administration Coy, 1820.

LIQUIDATION :—La Banque Ville Marie, 1813.

MINUTES OF NOTARIES, APPLICATION FOR :—From Z. Nepveu to N. Fauteux, 1803.

MUNICIPALITY ERECTED :—Saint Ambroise, county of Chicoutimi, 1810.

APPOINTMENTS :—*Clerk, magistrate court* :—Lake Saint John, 1801.

Justices of the peace :—Arthabaska, 1801 ; Beauharnois, 1801 ; Chicoutimi, 1801 ; Gaspé, 1801.

PROCLAMATIONS :—Parliament convoked, 1803 ; Extraordinary term, Court of King's Bench, Montmagny, 1802.

SÉPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Amyot vs Lebrun, 1808 ; Auger vs Lemoine, 1809 ; Benoit vs Lamarre, 1808 ; Boulerice vs Gatien, 1809 ; Donaldson vs McKenzie, 1809 ; Gosselin vs Dickner, 1808 ; Joseph vs Greenspoon, 1809 ; Moraglia vs Ravaux, 1808 ; Riopel vs Demers, 1808.

SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—Dme Pigeon vs Dupré, 1809.

SHERIFFS' SALES

ARTHABASKA :—Armstrong vs Lagueux, 1813 ; Dme Ferguson vs Mitchell *et al.*, 1813 ; The curé and churchwardens of Sainte Elizabeth de Warwick vs Chabot, 1814.

BEAUCÉ:—Lessard vs Maheu *et al*, 1814.

BEAUHARNOIS :—Hébert vs Patenaude, 1814

CHICOUTIMI :—Belleau vs Guay & Cie, 1815 ; Gagnon vs Gagné, 1815.

JOLIETTE :—La Banque Nationale vs Dme Tessier *et vir*, 1816.

MONTRÉAL :—Deserres vs Leclair, 1816 ; Dme St. Amand vs Larose, 1817.

OTTAWA :—Desmarais vs Têtu *et al*, 1817.

QUÉBEC :—La Société de Construction Permanente de Québec vs Dme Ferland, 1818 ; La Société de Construction Permanente de Québec vs Patry, 1818.

TERREBONNE :—Globensky vs Vermette, 1819.

TROIS-RIVIÈRES :—Chaillez vs héritiers Germain, 1819 ; Moody *et al* vs Lagacé, 1819.

BEAUCÉ :—Lessard vs Maheu *et al*, 1814.

BEAUHARNOIS :—Hébert vs Patenaude, 1814.

CHICOUTIMI :—Belleau vs Guay & Cie, 1815 ; Gagnon vs Gagné, 1815.

JOLIETTE :—La Lanque Nationale vs Dme Tessier *et vir*, 1816.

MONTREAL :—Deserres vs Leclair, 1816 ; Dme St Amand vs Larose, 1817.

OTTAWA :—Desmarais vs Têtu *et al*, 1817.

QUEBEC :—The Quebec Permanent Building Society vs Dme Ferland, 1818 ; The Quebec Permanent Building Society vs Patry, 1818.

TERREBONNE :— Globensky, vs Vermette, 1819.

THREE RIVERS :— Chaillez vs heirs Germain, 1819 ; Moody *et al*, vs Lagacé, 1819.

